



Mende, le 24 juin 2015

Compte-rendu de la Réunion informelle du 24 juin : La passe de trois !

Le 29 janvier dernier, notre DDFiP, Joseph JOCHUM, nous annonçait la fermeture de la trésorerie du Bleymard, le 1er janvier 2016.

Mais depuis près de trois semaines, la DDFiP bruissait d'une rumeur de fermeture de trois trésoreries... qui nous a été confirmée ce jour.

Les responsables des trois organisations syndicales ont été conviés à une « réunion informelle a/s restructuration du réseau » (extrait du message).

Aucun représentant de la CGT n'ayant pu être disponible ce jour, seuls étaient présents le secrétaire de FO (Laurent PROU) et de Solidaires (Désiré ROPERS).

Après avoir rencontré :

- Sophie PANTEL, Présidente du Conseil Départemental ;
 - Francis COURTÈS, Questeur de l'Assemblée Départementale ;
 - Pierre MOREL À L'HUISSIER, Député ;
 - Alain BERTRAND, Sénateur ;
 - Jacques BLANC, Président de l'Association des Maires ;
 - Hervé MALHERBE, Préfet ;
 - Pascal BEAURY, Président de la Communauté de Communes du Goulet au Mont Lozère ;
 - Bernard FOLCHER, Maire du Bleymard
 - Denis BERTRAND, Président de la Communauté de Communes de la Vallée de la Jonte ;
 - Jean-Charles COMMANDRE, Maire de Meyrueis ;
 - Jean de LESCURE, Président de la Communauté de Communes de Villefort ;
 - Florence LEPETIT, Maire de Villefort
- (NB : les trésoriers ont accompagné M. Jochum dans les visites aux élus de leur circonscription)

...le DDFiP de la Lozère va proposer à la Centrale la fermeture des trésoreries du Bleymard, de Villefort et de Meyrueis.

Selon ses dires, ce sont surtout les maires et les présidents de Communauté de Commune qui ont manifesté leur opposition à ce projet et réclameraient a minima l'organisation de permanences ponctuelles (campagne IR, campagnes d'avis, principales échéances) voire régulières (une fois par mois).

Monsieur JOCHUM justifie ces fermetures par la faiblesse du nombre d'habitants concernés :

- 1419 sur la CC de la Vallée de la Jonte dont 814 à Meyrueis ;
- 1767 sur la CC du Goulet au Mont Lozère dont 375 au Bleymard ;
- 1738 sur la CC de Villefort dont 601 à Villefort)

Toujours selon notre DDFiP, ces fermetures se justifieraient aussi par le volume des suppressions d'emplois que nous subirons en 2016.

D'après les dernières informations, la DGFIP devra rendre 2230 emplois au budget de l'État, soit environ 10 % de plus qu'en 2015 (du fait de « l'effet 11 janvier », l'attentat à Charlie Hebdo, et la contribution au renforcement des effectifs de la Police et de l'Armée).

Il faudrait donc s'attendre à un volume de suppression d'emploi en Lozère identique à celui de 2015 (6 emplois) et les 3 fermetures permettraient de supprimer des emplois de A (ceux des chefs de postes) et de ne pas faire peser l'effort excessivement ni sur les C et les B, ni sur les structures de taille moyenne ou plus grandes.

Au cours de cette heure et demie d'audience, nous avons tout de même tenu à évoquer, ne serait-ce que brièvement le sort de chacun des agents concernés par ces fermetures.

L'impact de ces fermetures et des réorganisations qu'elles rendent nécessaires seront discutées en Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail ainsi qu'en Comité Technique Local en début et à la mi-septembre 2015.

Au mois de janvier, nous concluons un tract par ces mots « Mais quelque chose nous dit que 2015 sera agitée. Restons vigilants ! »

Nous avons malheureusement raison !

La DGFIP justifie ses décisions par l'éternelle nécessité de faire des économies.

Pour les organisations syndicales, malgré les difficultés rencontrées par les agents sur le terrain, il est inconcevable de laisser fermer ces postes sans réagir car c'est le résultat de politiques continues de destruction du service public (« Révision Générale des Politiques Publiques », puis « Modernisation de l'Action Publique ») et notre Administration Centrale en a créé les conditions en nous privant, année après année des moyens budgétaires et humains nécessaires.

Jusqu'où iront-ils ?

Aujourd'hui, ce sont 3 trésoreries qu'on ferme, mais demain, qui nous dit que ce ne sont pas des SIP ou des SIE qui vont être touchés, et bientôt, que ce sera la Lozère qui fermera ?

Pour Solidaires Finances Publiques, il y a urgence à agir car les charges de travail ne cessent d'augmenter, les conditions de vie au travail se détériorent et le pouvoir d'achat se dégrade.

Pour Solidaires Finances Publiques, il y a urgence à agir car le service public est en danger alors que les besoins n'ont jamais été aussi importants.

Ensemble, préparons la riposte !